

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

École Normale Supérieure
Direction Générale des Services
Service financier
Pôle des Marchés Publics
45 rue d'Ulm
75005 PARIS



ENS

ÉCOLE NORMALE
SUPÉRIEURE

PRESTATIONS DE DÉPOUSSIÉRAGE DE RAYONNAGES ET DOCUMENTS DE LA BIBLIOTHÈQUE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

École Normale Supérieure

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° du CCAP : 2017-023

Visite obligatoire

Les visites auront lieu pendant la période du **14 juin au 07 juillet 2017**, sauf samedi et dimanche de 9h à 18h. Le point de rendez-vous est l'accueil de la bibliothèque Ulm-LSH (devant le Nouvel Immeuble Rataud). Les rendez-vous pourront être pris auprès de Mme Sandrine IRACI. Contact à la page 12 du règlement de la consultation.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	<u>3</u>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
1.3 - DURÉE DU MARCHÉ	3
<u>ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 3 : DÉLAIS D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON</u>	<u>4</u>
3.1 - DÉLAIS DE BASE	4
3.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS	4
<u>ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 6 : MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIÈRES</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 8 : AVANCE</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ</u>	<u>6</u>
9.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS	6
9.2 - MODALITÉS DE VARIATIONS DES PRIX	6
<u>ARTICLE 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>6</u>
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS	6
10.2 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	6
10.3 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
<u>ARTICLE 11 : PÉNALITÉS</u>	<u>8</u>
11.1 - PÉNALITÉS DE RETARD	8
11.2 - PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ	8
<u>ARTICLE 12 : ASSURANCES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 13 : RÉSILIATION DU MARCHÉ</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 14 : CADRE JURIDIQUE</u>	<u>9</u>
14.1 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	9
14.2 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	9
14.3 - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	9
14.4 - RÉCUSATION DU PERSONNEL TITULAIRE	9
14.5 - CONFIDENTIALITÉ	9
<u>ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 16 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G.</u>	<u>10</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : **Prestations de dépoussiérage de rayonnages et documents de la bibliothèque des Lettres et sciences humaines de l'École normale supérieure**

Le présent marché concerne des prestations de dépoussiérage à sec des documents et rayonnages du magasin 2 du sous-sol Erasme (magasin de stockage et de communication différé des collections) et uniquement le dépoussiérage du mobilier et des sols pour le Centre de tri (espace de stockage temporaire d'ouvrages anciens) de la bibliothèque Ulm-Lettres et sciences humaines. Les éléments qui la composent (étagères, mobilier et sols) sont donc à traiter avec la plus grande précaution : les produits devront être adaptés.

Les prestations attendues comprendront le dépoussiérage soigné des rayonnages et des ouvrages.

Lieu(x) d'exécution :

École Normale Supérieure
Bibliothèque des Lettres et Sciences humaines
45 rue d'Ulm
75005 PARIS

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

Réalisations de prestations similaires :

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de l'article 30-I-7 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront les suivantes :

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Durée du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement et au présent C.C.A.P..

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations est stipulé à l'acte d'engagement.

Le calendrier d'exécution ferme est le suivant : **du 09 au 18 octobre inclus pour le magasin Erasme et du 23 au 28 octobre inclus pour le magasin Centre de tri.**

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S..

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire est soumis au minimum à la réglementation en vigueur et devra appliquer toutes les nouvelles règles qui pourraient se faire à ce jour pendant toute la durée du marché, période(s) de reconduction(s) comprise(s). Dans le cas contraire, il sera tenu responsable lors de la survenance de quelque incident que ce soit.

Le titulaire doit répondre à une obligation de résultat. Il doit exécuter les prestations avec du personnel formé et qualifié et utiliser des moyens adaptés lui permettant d'atteindre les résultats demandés.

Adresse de livraison :

École Normale Supérieure
Bibliothèque des Lettres et Sciences humaines
45 rue d'Ulm
75005 PARIS

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du marché, des matériels, objet et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du C.C.A.G.-F.C.S.

Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un acte modificatif ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le ou les coordinateurs de la bibliothèque (examen sommaire) conformément à l'article 22 du C.C.A.G.-F.C.S..

Par dérogation à l'article 23.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les différentes tranches de chantier réalisées en cours de marché feront l'objet d'une validation intermédiaire par la bibliothèque pour le sous-sol Erasme. Cette procédure de validation par tranche permettra de lever les anomalies au fur et à mesure de l'avancée des travaux. La conformité des travaux en rapport avec le C.C.T.P. est évaluée à chaque validation intermédiaire. Les éventuels manquements sont signalés et le prestataire y remédie.

Pour le Centre de tri, le chantier terminé fera l'objet d'une validation finale par la bibliothèque. La conformité des travaux au C.C.T.P. est évaluée à la fin du chantier. Les éventuels manquements sont signalés et le prestataire y remédie.

À la fin du marché, la conformité des prestations fera l'objet d'une validation définitive sur service fait. Elle porte sur :

- la conformité au présent C.C.T.P. des opérations de dépoussiérage des rayonnages
- la conformité au présent C.C.T.P. des opérations de dépoussiérage des ouvrages
- la conformité au présent C.C.T.P. du classement des ouvrages après travaux
- la conformité au présent C.C.T.P. du traitement des ouvrages spécifiques (rareté, fragilité)
- la conformité au présent C.C.T.P. de l'état des sols

En cas de résultats non satisfaisants, l'ensemble du nettoyage devra être repris. Ce travail ne pourra en aucun cas être facturé. Toutes les anomalies de contrôle seront consignées sur bordereau.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G.-F.C.S..

Article 6 : Maintenance et garanties des prestations

Sans objet.

Article 7 : Garanties financières

Sans objet.

Article 8 : Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

Article 9 : Prix du marché

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix indiqués dans les propositions seront exprimés en euro hors taxes.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

9.2 – Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et non actualisables.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S..

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S..

Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché **2017-023** ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;

- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

A l'attention de Madame Emmanuelle Sordet
Directrice des bibliothèques de l'ENS
École normale supérieure
45, rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

- En cas de cotraitance :
 - ◆ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - ◆ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S..

- En cas de sous-traitance :
 - ◆ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ◆ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ◆ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ◆ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - ◆ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - ◆ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

- ◆ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ◆ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 11 : Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, les stipulations de l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S s'appliquent.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 12 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ne céder à aucune société, quel qu'en soit l'objet social et notamment les sociétés de location financière, le présent marché. Aucune cession unilatérale du marché par le titulaire ne sera acceptée, même tacitement et sans considération de délai, par le pouvoir adjudicateur. Ce dernier pourra à cet effet, résilier purement et simplement le marché, à tout moment et sans indemnité ni frais, sans préavis ni accord du titulaire, en cas de non respect par ce dernier de la présente stipulation.

Article 14 : Cadre juridique

14.1 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Par dérogation à l'article 6.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire veille à se mettre en conformité avec les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

14.2 – Protection de l'environnement

Par dérogation à l'article 7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

14.3 – Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Pouvoir Adjudicateur.

14.4 – Récusation du personnel titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, sans que la décision du Pouvoir Adjudicateur ait à être justifiée.

En cas de faute de service, le Pouvoir Adjudicateur peut exiger le départ immédiat de l'agent concerné. Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés. Il ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

14.5 – Confidentialité

Le titulaire se conformera aux obligations de confidentialité mentionnées aux articles 5.1 et 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S..

Article 15 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 5 déroge à l'article 23.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 14.1 déroge à l'article 6.2 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 14.2 déroge à l'article 7.2 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services